



Mont
Saint
Aignan

ACCORD DU MAIRE AU NOM DE L'ÉTAT A UNE AUTORISATION DE TRAVAUX POUR UN E.R.P

CADRE 1 : DEMANDE D'AUTORISATION DE TRAVAUX
déposée le 23/02/2026
par : TRIANGLE INTERIM
demeurant à : 11 avenue de l'Ados - 95800 CERGY
représenté par : Monsieur Wilfried MERAFINA

pour : Travaux d'aménagement
sur un terrain sis à : 45 Rue Raymond Aron
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

AUTORISATION DE TRAVAUX
n° AT 076 451 26 00009
2026.481

Parcelle(s) concernée(s):
BD738 : 1883 m²

LE MAIRE

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public sus-visée (cadre 1),
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 161-1, L 122-3, R 162-8 à R 162-13, R 164-1 à R 164-5, R 122-10 à R 122-13, et R 143-1 à R 143-21,
Vu le décret n°95-60 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 19/03/2026,
Vu l'avis favorable du Préfet de la région Normandie sur la demande de dérogation en date du 23/03/2026,

ARRÊTE

Article unique : les travaux sont autorisés.

La présente décision est transmise au représentant de l'État le **31 MARS 2026** dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

le 30/03/2026
pour le maire et par délégation



Didier COURBOILLET
adjoint au maire chargé de l'urbanisme

Pour information La présente autorisation n'a pas pour objet de s'assurer du contrôle des règles de sécurité dans les ERP de 5ème catégorie ne comportant pas de locaux à sommeil. Le demandeur est informé que l'ouverture de son établissement n'est pas soumise à une autorisation municipale préalable (art. R123-45 dernier alinéa du CCH) et est donc réalisé sous son entière responsabilité.
Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le Tribunal Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. L'application Téléréfuge est accessible par le site www.telerecours.fr